

*Le budget—M. Douglas*

**M. Douglas:** Pendant le reste de la période de 1962 à l'heure actuelle, nous avons eu un gouvernement minoritaire qui a été efficace en grande partie. Il a su fonctionner de 1963 à 1965 et de 1965 à 1968 parce que celui qui occupait le poste de premier ministre possédait une certaine sensibilité et une certaine flexibilité. Il savait obtenir un consensus et faisait preuve de compassion. A cette époque, nous avons mis en œuvre des mesures comme la loi sur les services de santé, le Régime de pensions du Canada, le Régime d'assistance publique du Canada et une foule d'autres programmes qui seront des monuments à la mémoire de ce parlement et du premier ministre d'alors, le très honorable Lester B. Pearson.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas:** Un gouvernement minoritaire de ce genre aurait pu être efficace pendant cette 29<sup>e</sup> législature. Au lendemain de l'élection d'octobre 1972, les députés du Nouveau parti démocratique ont fait savoir que, quel que soit celui des deux vieux partis qui serait au pouvoir, ils lui laisseraient l'occasion de montrer ce qu'il pouvait faire.

● (1720)

J'ai fait remarquer la semaine dernière qu'au cours d'un autre débat, nous avions une stratégie à double amorce pour nous attaquer aux graves problèmes de l'inflation et du chômage. D'abord le domaine social et ensuite le domaine économique. Pour le premier, nous avons exigé des mesures législatives qui amortiraient les incidences de l'augmentation du coût de la vie pour les personnes à revenus fixes et faibles ainsi que pour les autres Canadiens plus vulnérables aux pressions inflationnistes qui s'exercent au pays comme ailleurs dans le monde. D'ailleurs, le gouvernement a accompli beaucoup de choses nécessaires.

Le premier ministre a dit hier que le NPD se félicitait pour des choses qu'il avait demandées mais que le parti libéral accomplissait de son propre chef. Mais, monsieur l'Orateur, le parti libéral ne pouvait le faire seul, du moins pas dans un Parlement minoritaire. Si nous n'avions pas été prêts à les appuyer lors du vote sur de nombreuses motions de défiance, ils n'auraient pas pu survivre et adopter des mesures nécessaires comme l'augmentation des pensions de vieillesse, des allocations familiales, des pensions pour les anciens combattants et autres. Malgré les affirmations du premier ministre selon lesquelles un gouvernement libéral les aurait adoptées de toute façon, il faut remarquer qu'au cours des années précédentes, de 1968 à 1972, il n'avait rien fait de tel.

Il y a presque 40 ans que je connais le parti libéral et je ne l'ai jamais vu agir à moins de se faire aiguillonner ou d'être menacé d'une défaite. Toutefois, je tiens à dire que les mesures sociales adoptées au cours des 16 derniers mois ont été des propositions que nous pouvions appuyer et qui, à mon avis, ont contribué à alléger le fardeau d'un grand nombre de nos concitoyens. Il ne faut cependant pas oublier que, depuis l'adoption de ces mesures il y a un an, le coût sans cesse croissant de la vie a rogné la plupart de ces augmentations. Nous avons le droit de nous attendre à ce que le budget contienne des mesures visant à aider ces gens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas:** Le secteur économique était le deuxième où nous insistions pour qu'on prenne des mesures. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a dit aujourd'hui que les partis de l'opposition n'avaient pas

[M. Douglas.]

présenté d'autres politiques. Nous avons sûrement présenté d'autres mesures économiques que nous voulions voir adopter en vue de juguler l'inflation. Mais il ne s'est rien produit. Le premier ministre, dans un discours à l'ouverture de la session, avait dit que les néo-démocrates ressemblaient à des goélands qui, parce qu'ils poussent des cris et font beaucoup de bruit, s'imaginent qu'ils gouvernent le navire. Monsieur l'Orateur, nous n'avons jamais prétendu gouverner le navire mais un bon capitaine écoute les goélands quand ils le préviennent qu'il est en train d'échouer sur le roc.

**Des voix:** Bravo!

**M. Douglas:** Nous avertissons le premier ministre depuis des mois.

**Une voix:** Les goélands ne sont pas si intelligents que cela.

**M. Douglas:** J'ajouterai quelque chose au sujet des goélands. Ils ne sont pas assez stupides pour rester près du navire quand il commence à sombrer. Quelles autres propositions avons nous faites au gouvernement? Nous avons demandé le contrôle sélectif des prix. Le gouvernement a refusé maintes fois. Nous avons demandé un système de double prix qui nous permettrait de maintenir le prix des produits et des matières brutes du pays à des niveaux inférieurs au niveau mondial, protégeant ainsi les Canadiens contre des prix mondiaux artificiellement élevés. Mais le ministre des Finances (M. Turner) a plus d'une fois refusé la proposition et dans son discours sur le budget l'autre soir, il a dit qu'elle ne donnerait aucun résultat, même si—comme l'a si bien fait remarquer le chef de mon parti—il avait déjà pris une telle mesure dans le cas du pétrole, du cuivre et du blé.

Nous avons demandé au gouvernement une mesure législative pour réduire les bénéfices excessifs. Qu'avons-nous obtenu? Un projet de loi parfaitement ridicule. De fait, il était si mauvais que le ministre, quand il l'a présenté à la Chambre, ressemblait à un enfant sur le pont qui brûle—il était seul. Fait important, les quatre chevaliers de l'Apocalypse, soit le ministre des Finances, le ministre de l'Industrie et du Commerce et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui représentent l'élite du monde des affaires—n'ont pas soufflé mot au sujet de cette mesure législative.

Chose certaine, le gouvernement n'a pas été pris au dépourvu ces derniers jours. Il sait depuis des mois que le NPD réclame certaines choses et insiste pour qu'elles soient effectuées. Nous voulions des mesures en faveur des bénéficiaires de la pension de vieillesse. Nous voulions des redressements d'impôt pour les gagne-petit et les salariés moyens. Nous voulions que le gouvernement réagisse contre le mercantilisme criminel qui existait au Canada.

Qu'est-t-il arrivé? Le ministre des Finances a déclaré qu'il ne se livrerait à aucune combine, monsieur l'Orateur, mais une des plus extraordinaires combines jamais adoptées par un ministre des Finances a été d'une part l'imposition d'une surtaxe de 10 p. 100 sur certaines sociétés, tandis que d'autre part, il leur accordait un dégrèvement fiscal de 1 p. 100. La surtaxe coûtera 175 millions de dollars, mais elle sera allégée grâce à des dégrèvements s'élevant à 262 millions de dollars. Cela signifie qu'elles s'élèveront d'un gain net de 87 millions.

**Des voix:** Honte!